



Syndicat national de
l'environnement



Police de
l'Environnement

30 mai 2018

Flash infos

Informations aux agent-es des MTES/MCT

Police de l'environnement

Le grand chamboulement ?

Nous savons le rapport CGEDD IGF bloqué au cabinet du ministre car non diffusable. Il semblerait plutôt qu'il soit non macron-compatible.

Un rapport sur la chasse a été commandé directement par l'Elysée et les premières orientations qui fuient dans les médias, interview du secrétaire d'État Sébastien Lecornu à l'appui, laisse entrevoir que ce rapport portera sur toute l'organisation de la police de l'environnement (Cf. extraits de presse ci-dessous).

Extraits médias :

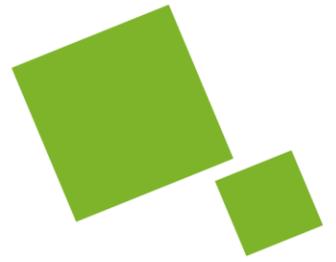
- **Chronique diffusée ce matin sur France Inter :**

<https://www.franceinter.fr/emissions/histoires-politiques/histoires-politiques-30-mai-2018>

« Enfin, pour que tout cela fonctionne bien, le gouvernement veut créer une police de la chasse unique, qui s'appellerait la police de l'environnement. »

- **Double page dans le journal « Le Figaro » de ce jour :**

Extrait de l'article général : « *Qui dit nouvelles règles dit nouvelles formes de contrôle. L'exécutif prône la création d'une « police rurale et environnementale ». Celle-ci se substituerait aux différents corps qui quadrillent actuellement les territoires ruraux. Elle serait mobilisable par les préfets et par les maires. Son action porterait aussi bien sur le suivi des périodes de chasse que sur les atteintes à l'environnement* ».



Interview de Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire qui est encore plus claire : « *Qui fera respecter les nouvelles règles ? Le nombre d'intervenants actuels est très important : police de l'eau, police de la chasse, police de la nature, direction départementale des territoires, etc...Le modèle est loin d'être optimal. Nous réfléchissons à une réforme de l'organisation et à renforcer la police de l'environnement dans la ruralité pour s'assurer de rendre exécutoires toutes les décisions sur les prélèvements de la chasse, mais aussi contrôler l'artificialisation des terres, les dépôts d'ordure ou la qualité de l'eau. C'est une approche qui s'inscrit également dans le plan biodiversité du ministère dont la consultation est en cours... »*

Au vu de ces nouveaux éléments, nous avons interpellé sans délai direction et ministère. Ministère qui à ce jour apporte des informations sinon contradictoires, au moins incomplètes à chacun des directeurs d'établissement de l'ONCFS et de l'AFB.

Une entrevue est prévue le 6 juin avec le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN). Le SNE-FSU s'y rendra avec la volonté ferme d'obtenir des réponses.

A suivre ...